

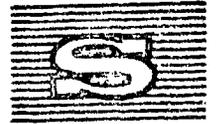
NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE

UN LIBRARY



18 1979

COLLECTION



Distr.
GENERALE

S/13304

8 mai 1979

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/
FRANCAIS

LETTRE DATEE DU 7 MAI 1979 ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL
PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DU BENIN AUPRES DE L'ORGA-
NISATION DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir sous ce pli un communiqué de presse en date du 4 avril 1979, et l'article de Jon Bradshaw, sur le mercenaire français Bob Denard, alias colonel Morin, alias Gilbert Bourgeaud.

L'article de Jon Bradshaw, publié dans la revue Esquire du 27 mars 1979, jette une lumière nouvelle sur la carrière funeste de ce mercenaire qui a dirigé l'agression armée du dimanche 16 janvier 1977 contre la République populaire du Bénin.

Dans le cadre de la plainte du Bénin dont le Conseil de sécurité est toujours saisi, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir faire publier le communiqué de presse et l'article de Jon Bradshaw comme document du Conseil de sécurité.

(Signé) Thomas S. BOYA

Annexe I

Communiqué de presse daté du 4 avril 1979 de la Mission permanente
de la République populaire du Bénin

La carrière funeste d'un mercenaire français recherché en Afrique :
Gilbert Bourgeaud, alias colonel Maurin, alias Bob Denard.

Le 16 janvier 1977 le peuple béninois a été victime d'une agression exécutée
par une horde de mercenaires armés jusqu'aux dents et que dirigeait un mercenaire
français, le colonel Maurin, alias Gilbert Bourgeaud, alias Bob Denard.

La cuisante défaite des mercenaires de l'impérialisme international et leur
déroute fracassante n'ont cessé de faire l'objet d'analyses et de recherches par de
nombreux spécialistes : d'importants articles de fond ont été publiés à ce sujet
dans beaucoup de journaux à travers le monde.

L'article de Jon Bradshaw, publié dans la revue Esquire du 27 mars 1979, bien
que faisant en quelque sorte l'apologie du mercenariat, jette une lumière nouvelle
sur la carrière criminelle de ce tueur à gages de l'impérialisme international
qu'est Bob Denard.

Jon Bradshaw, qui a réuni force détails saisissants et significatifs sur la
vie de Bob Denard, création et instrument de l'impérialisme international dans son
funeste dessein de reconquête coloniale et de déstabilisation des régimes progressistes
et anti-impérialistes de l'Afrique, livre des faits déterminants à notre réflexion.
La collusion flagrante des milieux impérialistes et colonialistes de l'Occident fait
de Bob Denard un agent d'exécution des crimes des services secrets occidentaux
contre les peuples africains opprimés.

Tous les peuples épris de paix et de justice doivent bien connaître les
agissements de ce chien couchant de l'impérialisme et du colonialisme qu'est
Bob Denard, ce mercenaire français recherché aujourd'hui chez nous au Bénin pour
ses crimes odieux contre notre peuple pacifique.

Ci-joint la photocopie intégrale de l'article de Jon Bradshaw publié dans
le magazine Esquire.

Victoire au peuple,

Mort aux mercenaires de l'impérialisme,

Prêt pour la révolution, la lutte continue.

Annexe II

THE MAN WHO WOULD BE KING (L'homme qui voulait être roi)

Robert Denard est un mercenaire français. L'an dernier, il a envahi les Comores, îles situées au large des côtes d'Afrique, et s'est emparé du pouvoir...

par Jon Bradashaw*

I

Cette fois, il ne lui restait pas grand-chose à espérer. Il était au bout du rouleau. La chance avait tourné. Et ce qui était pire, il allait avoir cinquante ans. Robert Denard était assis dans le bureau très encombré de son garage Citroën. A l'extérieur, sur la route de Bordeaux, les voitures passaient sans désemparer. Se caressant la moustache, il rêvait et attendait que le directeur de l'entreprise lui apporte les comptes du mois.

Au cours des ans, Denard avait fait sept guerres en tant que soldat de métier ou, comme le disaient les journaux, en tant que mercenaire : il avait été un "affreux". Toute l'Afrique noire l'appelait le Colonel. Cinq fois, il avait été blessé. Maintenant, il boitait. Il faisait des crises de paludisme. Il avait pris pour femme une Congolaise à la peau claire. Ils avaient un enfant et aussi des comptes en banque secrets au Gabon, à Genève et au Luxembourg. Son garage marchait bien, mais quoi? Ce n'était pas grand-chose. D'ailleurs, il n'avait pas prévu de finir ses jours dans le commerce.

Denard jouait avec le bracelet en poil d'éléphant qui ne quittait jamais son poignet droit. C'était un bel homme - un Gascon au nez busqué, aux cheveux châtain coupés ras, grisonnants à la tempe, aux yeux bleus donnant une impression de fixité et de froideur. Denard était un aventurier, un baroudeur, comme on dit. Pour lui, les circonstances faisaient l'homme. Il avait quant à lui grandi pendant l'occupation de Paris par les Allemands. Après, il y avait toujours eu une guerre ou une autre. Il avait été cannonier dans la marine au Viet Nam, gendarme au Maroc, légionnaire en Algérie, mercenaire au Yémen et au Congo. Pendant longtemps il avait eu plaisir à dire : "La guerre, c'est mon métier". Maintenant, cela lui paraissait propos de vantard.

Mais tout était encore si vivant dans sa mémoire. Même ici à Bordeaux, la pensée du Congo ne le quittait jamais. C'est au Congo qu'il avait pris son premier commandement, qu'il s'était fait la réputation d'un homme de sang-froid, d'un brave. Pendant la bataille de Kolwezi, face à des forces supérieures en nombre, celles des Nations Unies, lui et sa petite troupe de mercenaires avaient résisté pendant des jours, infligeant à l'opposant de lourdes pertes, avant de s'infiltrer en Angola. Par la suite, en 1966, ils avaient défendu Stanleyville contre les mutins katangais; après quoi, ils avaient chassé les rebelles de la ville, pour les exterminer enfin à Maniema.

* Article paru dans Esquire, numéro du 27 mars 1979.

Chaque escarmouche, chaque embuscade, chaque attaque, il revoyait tout - comment, une lourde mitrailleuse installée à l'arrière, leurs jeeps se frayant un passage sous les lourdes frondaisons humides de la jungle; comment ils fonçaient sur les villages ennemis, si sûrs d'eux qu'ils attaquaient debout dans leurs véhicules. Il entendait encore le fracas des mortiers, le crépitement des mitrailleuses et des fusils à chargement automatique. Il voyait toujours les vagues hurlantes de Katangais se lançant à l'assaut, drogués au chanvre, qui leur donnait - croyaient-ils - la dawa, grâce à laquelle ils passaient comme par magie entre les balles; et après, une fois le combat terminé, l'amoncellement de cadavres de Noirs sur la route de la jungle, si serrés quelque fois qu'il fallait d'abord en jeter dans les fourrés pour pouvoir passer en jeep. Il avait tué... Combien d'hommes avait-il tués? Cela, il l'avait oublié.

A l'époque, il avait la baraka - la chance, en arabe. La baraka, en fait, c'était plus que de la chance, c'était une sorte d'invincibilité. Il y croyait avec une foi singulière et obstinée, celle des superstitieux. Et ses hommes aussi y croyaient, ce petit groupe de trente ou quarante mercenaires qu'il avait formés au Congo, entraînés à sa suite au Yémen, ramenés au Congo. Ils croyaient qu'il en charriait beaucoup dans ses veines, qu'elle agissait non seulement en lui mais en eux aussi, et que jamais elle ne tarirait. Mais en juillet 1967, alors qu'il inspectait ses troupes retranchées sur les bords du Congo, une balle l'atteignit à la tête. On le transporta en Rhodésie dans un DC-3 volé. On l'opéra : la balle fut extraite, mais sa jambe droite resta partiellement paralysée et pendant des mois il dut marcher avec une canne.

La guerre au Congo était alors presque terminée. En novembre 1967, encore mal remis et marchant toujours avec une canne, lui et seize de ses hommes passèrent d'Angola au Congo pour y appuyer la mutinerie du mercenaire belge Jean Schramme le Noir contre le Gouvernement congolais. N'ayant pour tout moyen de transport que des bicyclettes, c'est ainsi qu'ils entrèrent au Congo. Au cours d'une série d'embuscades, ils perdirent quatre hommes et furent contraints de regagner une fois de plus l'Angola. C'était un homme fini. Sa vie au Congo se terminait dans la défaite et l'ignominie. Cet automne-là, on le lui fit bien sentir. Après avoir appris que la France appuierait, encore que clandestinement, une opération de mercenaires au Biafra, où la guerre venait d'éclater, il offrit ses services; mais sa réputation était flétrie et ses intrigues n'y firent rien : on ne voulut pas de lui pour la diriger. On lui portait, crut-il alors, le coup de grâce. C'est à ce moment-là qu'il se retira à Bordeaux.

Depuis la fin de 1967, Denard était l'un des hommes de confiance de Jacques Foccart, alors Secrétaire général à la présidence de la République française chargé des affaires africaines et malgaches. Nommé à ce poste par le président De Gaulle en 1961, Foccart devint vite "l'éminence grise" des opérations secrètes de la France en Afrique. Surnommé "Le Phoque", Foccart était l'un des chefs du Service d'action civique (SAC) gaulliste, dont la spécialité était les coups bas contre les partis de gauche en France. Agissant désormais indépendamment des services officiels, Foccart considérait l'Afrique comme son fief.

Au début des années 60, au moment où les nations africaines commençaient à devenir indépendantes, le régime gaulliste soutenait les politiciens africains favorables à la France ou liés à elle - en particulier dans les anciennes colonies. L'indépendance était une solution nécessaire, et même acceptable, mais De Gaulle, Foccart et Denard lui-même étaient de ces hommes qui continuaient à croire en l'efficacité de l'Empire français. Dans cet esprit, la France utilisait ses services secrets pour combattre les menaces contre ses intérêts de la part d'organisations politiques africaines radicales dans les anciennes colonies. Ainsi, chaque fois qu'il y avait des mouvements de sécession ou quand des ressources minérales ou pétrolières étaient en jeu, Foccart et par conséquent Denard ne restaient pas inactifs. Denard était l'homme que Foccart déplaçait comme un pion sur l'échiquier africain.

Les activités de Foccart en Afrique portaient du Gabon. Foccart et le président gabonais Albert Bongo étaient de vieux alliés. Foccart avait aidé Bongo à fomenter un coup d'Etat militaire en février 1964. Il n'était pas étranger à la mort de Léon Mba, principal adversaire politique de Bongo. Personne n'a jamais revu Mba après qu'il ait été kidnappé à la sortie d'un cinéma à Libreville en 1968. Denard l'aurait personnellement tué, en tailladant son corps à coup de machette.

A la fin de 1967, sous le pseudonyme de "Colonel Gilbert Bourgeaud" (il utilisait aussi à l'occasion celui de "Colonel Jean Maurin"), Denard avait été engagé par le président Albert Bongo comme conseiller technique et instructeur de la garde présidentielle. Son véritable rôle, cependant, était d'aider à mettre sur pied un groupe appelé Collectif d'intervention étrangère. Ce groupe, composé de mercenaires européens et africains, était formé à la contre-guérilla urbaine et à la lutte contre le terrorisme. A la fin des années 60 et au début des années 70, Denard passait la plus grande partie de son temps au Gabon. Après l'élection de Valéry Giscard d'Estaing en 1974, Jacques Foccart tombait "officiellement" en disgrâce du point de vue politique. Il continuait, cependant, à recevoir des responsables africains à Paris et était souvent leur hôte en Afrique. Et surtout, le réseau créé par lui en Afrique continue à fonctionner. Il comprend environ 3 000 hommes que l'on appelle "les gars de Foccart". En Afrique, cette organisation est aussi puissante que le SDECE (Service de documentation extérieur et de contre-espionnage) - l'équivalent français de la CIA.

En juillet 1975, Denard reçut un nouvel ordre de route, cette fois pour l'archipel des Comores. Les Comores, situées dans l'océan Indien entre Madagascar et le Mozambique, faisaient partie des dépendances les plus pauvres de la France. Les quatre petites îles ont une population d'environ 370 000 musulmans de sang mêlé, d'origine africaine et arabe. La majorité d'entre eux vit de l'exportation des gousses de vanille, des clous de girofle, d'un peu de corrah, et d'une plante curieuse que l'on appelle l'ylang-ylang, indispensable à la fabrication de nombreux parfums français. Pays pauvre et désolé, les Comores ont un revenu par habitant

de moins de 153 dollars par an. Ces îles avaient cependant une importance stratégique pour la France, de par leur situation à l'extrémité nord du canal du Mozambique, sur la route de tous les pétroliers géants en provenance du golfe Persique qui transportaient le pétrole, par le cap de Bonne Espérance, vers les capitales occidentales.

Le 6 juillet 1975, le Parlement des Comores déclarait unilatéralement l'indépendance et nommait Ahmed Abdallah président, mettant ainsi fin à 132 ans de domination française. Un mois plus tard environ, Denard et sept mercenaires arrivaient de nuit aux Comores, capturaient Ahmed Abdallah, et faisaient d'Ali Soilih, chef de l'opposition, le nouveau président des Comores. Ahmed Abdallah fut exilé en France. Denard resta sur place pour assurer la formation de l'armée des Comores forte de 1 600 hommes. Il passa près de deux mois aux Comores, et commença à considérer les îles comme son propre royaume. Il n'était pas le roi bien sûr mais c'était lui, Denard, qui avait fait le roi. Ce furent pour lui des jours radieux. Ali Soilih obéissait aux ordres. Denard tirait au flanc: il allait nager et restait étendu au soleil; il fréquentait plusieurs jeunes femmes des îles. Enfin tout allait bien. Le coup d'Etat aux Comores lui avait redonné confiance et il pensait que plus rien ne le ferait hésiter. A l'automne il reçut une nouvelle mission, et en partant pour le Gabon, il se promit de revenir un jour.

Il passa les mois suivants en Afrique à voyager, exécutant des tâches ingrates pour le compte de Jacques Foccart et de la CIA. En automne 1975, il recruta 30 mercenaires pour aider le président Mobutu du Zaïre à envahir la province de Gabinda riche en pétrole. L'invasion fut un échec. Au début de 1976, il reçut 500 000 dollars de la CIA pour recruter 20 mercenaires afin d'appuyer les forces de droite de l'UNITA pendant la guerre en Angola. Les mercenaires ne terminèrent pas leur contrat de six mois. Denard en fut contrarié, mais il s'agissait d'échecs mineurs et il continua à croire que sa "baraka" était toujours aussi forte.

Le dimanche 16 janvier 1977 au matin, Denard et 91 mercenaires se trouvaient à bord d'un DC-7 quadrimoteur camouflé parti de Libreville (Gabon) et en route pour Cotonou, au Bénin, petite république "marxiste-léniniste" sur la côte occidentale de l'Afrique. Le groupe de mercenaires s'intitulait Force OMEGA, et Denard, leur chef, voyageait sous son pseudonyme habituel de Colonel Gilbert Bourgeaud. Le groupe, entraîné à Benguerir, base militaire près de Marrakech (Maroc), était arrivé la veille au Gabon en provenance du Maroc.

La mission de la Force OMEGA au Bénin était d'"éliminer le régime actuel, d'installer une nouvelle équipe choisie au sein du Front de libération et de reconstruction du Dahomey (Bénin) et de capturer et de neutraliser le Président". Denard estimait que le coup d'Etat prendrait au maximum trois heures. Après de Denard se trouvait Gratiem Pognon, ancien ambassadeur du Bénin à Bruxelles et depuis longtemps agent du SDECE. Pognon serait le nouveau président du Bénin. Il avait le texte de son discours de victoire dans sa veste safari. Le discours commençait

ainsi : "Enfants du Dahomey, levez-vous. Le tyran n'est plus." A 7 heures ce matin-là - à cause d'une panne au Gabon, ils avaient déjà une heure de retard - le vieux DC-7 survola à basse altitude le Golfe du Bénin et se posa sur le petit aéroport de Cotonou.

Alors que l'avion roulait encore sur la piste, Denard vit un char s'avancer lentement vers eux. L'avion s'immobilisa. Des glissières permirent aux mercenaires de se laisser tomber au sol. Un mortier de 81 mm fut installé à côté de l'aile droite et le char fut anéanti dès le deuxième tir. Quinze minutes plus tard, l'aéroport était investi. Il n'y avait que cinq soldats de garde, dont trois furent tués. Les deux autres et sept techniciens d'aéroport furent pris en otages. Denard installa son état-major dans l'aérogare principale et envoya ses hommes en trois groupes séparés vers le palais présidentiel, situé à 2 km et demi de là.

Des toits du Ministère de l'intérieur et du haut d'un immeuble résidentiel de cinq étages, les mercenaires commencèrent à bombarder le palais avec des mortiers de 81 mm. L'un des obus toucha le toit du palais juste au-dessus du lit du président; mais le président avait passé la nuit dans sa résidence privée à 5 km de là. Les gardes du palais répondirent au tir des mercenaires et se groupèrent rapidement sur le toit du palais. La fusillade depuis le palais était violente et précise, et elle empêcha les mercenaires d'aller plus loin. Trois heures plus tard, appuyés par 200 hommes de troupe d'un camp militaire situé non loin de là, les gardes du palais contre-attaquèrent et les mercenaires surpris furent lentement obligés de se replier.

Quelques minutes plus tard, c'était la débâcle. Des dizaines de civils armés de machettes participaient à la charge des soldats. Les mercenaires abandonnèrent le terrain et s'enfuirent vers l'aéroport, tirant au hasard derrière eux en courant. A l'aéroport, Denard n'en croyait pas ses yeux. En quittant l'aérogare, il vit ses hommes, en pleine débandade, poursuivis par les Béninois. Sans réfléchir, et la main sur sa jambe invalide, il se précipita avec eux vers l'avion. Le DC-7 manoeuvra et pris lentement la piste, suivi par les mercenaires qui couraient en attendant d'être hissés à bord un par un. Deux mercenaires furent tués et un jeune mercenaire belge fut blessé au bras; il dut plus tard être emputé.

Le DC-7 réussit à décoller sans être touché. Assis à l'arrière de l'avion, Denard voyait les soldats béninois au sol sauter et brandir leurs armes au-dessus de leur tête. Plus tard seulement il s'aperçut que, dans l'affolement, on avait abandonné les mortiers, les mitrailleuses et un émetteur-radio de 300 watts et qu'il avait oublié sa serviette contenant des photographies des mercenaires, avec leurs noms, adresses et comptes en banque et les plans détaillés du coup d'Etat. Il en était malade. Il ne s'était jamais senti aussi malade.

Cela avait été un fiasco terrible. Sa "baraka" l'avait finalement lâché. Dans les mois qui suivirent, nombre de ses hommes, qui lui avaient été fidèles pendant des années, l'abandonnèrent pour d'autres campagnes et d'autres chefs. En 1977,

il y avait assez de guerres pour les tenir occupés. Certains partirent en Rhodésie, d'autres en Somalie et en Arabie saoudite, et d'autres encore en Thaïlande et au Tchad. Denard rentra à Bordeaux.

Et maintenant, assis dans le bureau encombré de son garage Citroën, il repassait la triste litanie de ses défaites en attendant que son patron lui présente les factures mensuelles. Dans le temps, c'était l'épopée; maintenant, il n'y avait que des Citroën. Après le travail, à cinq heures, il prit sa voiture pour rentrer chez lui dans le petit village de Lesparre à 60 km de là. Pendant le dîner, sa femme lui dit qu'il avait eu un appel urgent de Paris dans l'après-midi. Il répondit qu'il ne croyait plus aux urgences.

II

Ali Soilih aimait être chef d'Etat. Et malgré ses convictions socialistes, il aimait à se prendre pour un roi, le genre de roi qui guiderait ses sujets dans la voie difficile des plans quinquennaux et des réformes prolétariennes avec un zèle monarchique. Ah, être roi! Même si ce royaume c'était les îles Comores, quatre bouts d'épaves flottantes dans la mer inaccessible.

Tous les soirs, il s'asseyait près de la grande fenêtre dans le palais présidentiel et regardait les lumières de ce que les brochures locales appelaient "Les îles parfumées". Il allumait sa pipe bourrée de bange, la marijuana locale, et rêvait des nouveaux édits, décrets et réformes constitutionnelles qu'il promulguerait ou ne promulguerait pas le lendemain. De temps à autre, il pensait à Robert Denard. Après tout, sans Denard, il n'occuperait pas aujourd'hui ce poste prestigieux. Ali Soilih était content que Denard soit venu aux Comores; il était encore plus content qu'il en soit parti. Un homme utile, Denard, mais un homme sans coeur et dépourvu de sens politique. Un fauteur de troubles.

Par la fenêtre du palais, Ali Soilih pouvait voir le petit village où il était né. Il avait vécu dans ce village pendant 16 ans. Il était allé à l'école, il s'était régulièrement rendu à la mosquée, avait appris le Coran, et durant les week-ends, il travaillait le carré d'oignons de son père. A l'âge de 16 ans, il était parti à Madagascar fréquenter une école d'agriculture. A 23 ans, il avait obtenu une bourse pour poursuivre ses études à Paris pendant un an; il était censé étudier l'agronomie, mais il passait son temps à découvrir les mystères de l'économie et du socialisme. Il avait échoué à ses examens, mais de retour aux Comores, le titre d'ingénieur agronome lui avait tout de même été décerné. Il était allé s'installer à Moroni, la capitale et contre les vœux de sa mère, il s'était lancé dans la politique. Sa mère était convaincue que les hommes qui faisaient de la politique en Afrique finissaient en prison. Il avait acheté une bicyclette, s'était marié, était devenu père de deux enfants. Les perspectives d'avenir étaient des plus incertaines, mais il avait des milliers de projets en tête.

En 1970, Ali Soilih était le chef de l'opposition contre le parti conservateur d'Ahmed Abdallah. Lorsque l'indépendance avait été déclarée unilatéralement en 1975, Ali, qui s'était toujours déclaré partisan de l'établissement de relations plus étroites avec la France, avait été contacté par des agents de Jacques Foccart. Ceux-ci pensaient qu'Ali ferait un chef d'Etat plus compréhensif. C'était également l'avis d'Ali Soilih. Quatre semaines plus tard, Robert Denard et ses mercenaires arrivaient aux Comores. Après le coup d'Etat, Ali Soilih, alors âgé de 40 ans, grassouillet et chauve, était conduit au palais situé sur la colline.

Personne aux Comores ne se souvient exactement aujourd'hui à quel moment l'agronome débonnaire a commencé à changer, et à changer à un tel point qu'en moins de deux ans, ses critiques les plus irrévérencieuses l'appelaient "le fou de Moroni". Les signes précurseurs de sa folie s'étaient manifestés très tôt. Malgré un besoin pressant de sucre, de riz et de betteraves aux Comores, trois jours après avoir été nommé chef d'Etat, Ali Soilih commanda 10 000 matraques à Paris pour tenir en respect ses sujets rebelles. Quelques mois plus tard, il chassa sa femme du palais et la remplaça par trois adolescentes. La favorite d'Ali était une jolie Malgache dénommée Mazna, qui avait été employée comme femme de chambre dans un hôtel local. Après l'arrivée de Mazna au palais, l'écho de leurs réjouissances parvenait jusque dans le village natal d'Ali. Ali et les trois jeunes femmes fumaient du banze, buvaient du cognac et regardaient des films américains très tard dans la nuit. Au bout d'un certain temps, les réunions du Cabinet qui avaient lieu tôt le matin furent repoussées jusqu'à midi.

En fin d'après-midi, Ali Soilih prenait le thé à la menthe sur le porche du palais tout en promulguant solennellement des décrets radicaux visant à modifier la mentalité de la population en vue de lui faire abandonner ses attitudes féodales et coloniales au profit des idées socialistes progressistes. Il commença par tout nationaliser, en passant par les taxis jusqu'aux petites pirogues de pêche. Il abaissa l'âge du vote à 14 ans et promut des adolescents quasiment analphabètes à des postes de haute responsabilité et, dans certains cas, à des postes de secrétaire d'Etat. Il devint très hostile à l'égard des Français. Après plus de 130 ans de domination coloniale, ils n'avaient laissé aucune architecture, de rares écoles et pratiquement aucun hôpital. Tout ce qu'ils avaient fait, selon Ali Soilih, c'était de manipuler et d'exploiter son peuple. Durant la première année de son règne, Ali limogea les 3 500 fonctionnaires et brûla plus d'un siècle de dossiers administratifs français sur la place de la ville. En 1978, tout ce qui était français avait été détruit sauf la langue française et la petite boulangerie qui continuait à cuire 500 baguettes par jour.

La France riposta en supprimant son programme d'assistance qui s'élevait à 15 millions de dollars par an. A la suite de quoi, les choses ont mal tourné. L'île a été frappée par une épidémie de choléra. Les pêcheurs ne trouvaient pas de poisson. Karthale, le volcan qui s'élève à près de 2 500 mètres au-dessus de la Grande Comore, est entré en éruption pour la première fois depuis 1918. Cette année-là, la saison des pluies n'est jamais venue. Toutes ces calamités étaient de mauvais augure.

Toutefois, la révolution culturelle battait son plein. Bien qu'Ali Soilih fumât régulièrement le bange, il en interdisait l'usage dans les îles. Il a constitué le commando Moisé, un jeune corps d'élite sur le modèle des Gardes rouges, qui portait chemises et foulards rouges et sillonnait la ville de Moroni, brutalisant la population. Ali étant récemment devenu un athée, les cérémonies de mariage traditionnelles furent interdites et les femmes musulmanes ne pouvaient plus porter le voile. "Vous ne pouvez pas porter le voile et conduire un tracteur en même temps" déclara Ali Soilih, ne tenant pas compte du fait qu'il n'y avait pas de tracteur dans l'île.

Au cours de la deuxième année de son mandat, Ali Soilih installa des hauts-parleurs dans les villages les plus importants de façon à contraindre ses sujets à entendre ses discours compliqués. Il aimait beaucoup l'hymne national comorien, aussi, chaque fois qu'on le jouait, ses sujets, même ceux qui étaient au volant de leur voiture, devaient se mettre immédiatement au garde-à-vous. Désobéir à cet ordre constituait un délit punissable. Ali décida ensuite que son nom devait être loué au même titre que celui d'Allah dans toutes les mosquées de l'île. Le grand mufti y consentit à contrecœur, mais dans le petit village de pêcheurs de Iconi, les vertueux refusèrent de se laisser intimider. Ali Soilih y envoya ses troupes. Douze villageois furent tués et plus d'une centaine furent blessés ou mutilés.

En janvier 1978, le moirlimou d'Ali Soilih, son sorcier, eut une vision très nette et alarmante. Le lendemain matin, il courut au palais pour informer Ali que d'ici six mois il serait chassé de son trône par un homme accompagné d'un chien. Ali Soilih, qui n'était pas homme à jouer avec son destin, dépêcha ses soldats aux quatre coins de son royaume, leur ordonnant de tuer tous les chiens. Les soldats les massacrèrent tout simplement avec leurs matraques ou attachèrent les animaux à l'arrière de Land Rovers et les traînèrent dans les rues jusqu'à ce que mort s'ensuive. Personne ne savait exactement combien de chiens ont été tués; certains disent 50, d'autres 60 000 mais une chose est sûre c'est qu'il ne restait plus un seul chien.

Ali Soilih était maintenant au pouvoir depuis près de 34 mois. Le royaume était dans le dénuement le plus complet mais Ali trouvait que les rouages du gouvernement fonctionnaient sans heurts. On ne le voyait presque plus; il passait souvent des mois entiers sans sortir de son palais. Il se distrait avec ses maîtresses, promulguait de nouveaux décrets et disait à ses tout jeunes ministres que la voie était toute tracée et qu'il avait une vision très nette et très claire.

Le samedi 13 mai 1978 au soir, de façon tout à fait inattendue Ali Soilih se rendit à la mosquée de Vendredi. Marchant dans la salle de prière centrale sans avoir ôté ses chaussures, il donna l'ordre au grand mufti de faire venir Allah immédiatement. Ceci s'avéra impossible dans un aussi court délai. Ali dit alors au grand mufti d'appeler Ali Soilih. Le grand mufti avait l'air perplexe, éclatant de rire, Ali Soilih lui dit : "Tu vois, je suis déjà ici, j'existe. Je ne suis pas une vision".

Après avoir donné cette preuve irréfutable, il reprit sa voiture et rentra au palais. Il fuma une pipe et passa le reste de la soirée à boire du cognac en compagnie d'un importateur de bric-à-brac religieux. A un moment donné, bien après minuit, Ali Soilih sombra dans un sommeil bienheureux dans les bras de Mazna, sa concubine favorite.

III

Denard ne parvenait pas à chasser le coup de téléphone important de son esprit et après le dîner, il appela immédiatement Paris. L'appel émanait de Ahmed Abdallah, l'ancien président des Comores que Denard avait renversé près de deux ans auparavant. A présent, en mars 1977, Abdallah demandait à Denard de venir à Paris dès que possible. Il avait une proposition à lui soumettre et il pensait que Denard la jugerait à la fois intéressante et lucrative. Ils décidèrent de se rencontrer, le lendemain après-midi, dans l'appartement d'Abdallah situé dans le seizième arrondissement.

Après deux années d'exil, Ahmed Abdallah voulait reprendre le pouvoir dans son pays. Lorsque Robert Denard lui demanda pourquoi il l'avait choisi, lui qui était responsable de la chute de son régime, Abdallah répliqua que si un père de famille a toujours fait appel au même médecin, et si ses enfants tombent à nouveau malades, pourquoi en chercherait-il un autre? En outre, les coups d'Etat, c'était le métier de Denard après tout.

A Paris, les deux hommes aboutirent rapidement à un accord amiable. Ils savaient que les services secrets français ne s'opposeraient pas à leur plan : en fait, Denard avait déjà obtenu des assurances de Jacques Foccart à ce sujet. Denard calcula qu'il lui faudrait un an pour faire les préparatifs nécessaires et que le coût de l'opération serait de l'ordre de 1,5 million de dollars environ. Ensuite, Denard fit une proposition curieuse, qu'aucun mercenaire n'avait certainement jamais faite auparavant. Il expliqua qu'il voulait participer au financement du coup d'Etat et qu'il était prêt à hypothéquer son garage-station-service Citroën qui, selon ses calculs valait 700 000 dollars environ. Abdallah accepta et fit remarquer que Mohammed Ahmed, l'ancien coprésident des Comores, serait probablement, lui-aussi, prêt à contribuer au coût de l'opération. Quant à lui, il hypothéquerait ses deux appartements de Paris. Ces trois apports additionnés constitueraient une somme d'argent suffisante pour renverser Ali Soilih.

Le projet tentait Denard. Il ne le dit pas à Abdallah, mais si le coup d'Etat réussissait, il n'avait pas l'intention de quitter à nouveau les Comores. Il se sentait trop âgé pour combattre; il en avait perdu l'envie. Il voulait prendre sa retraite, de préférence en Afrique, et voilà que tout à fait par hasard, il avait trouvé un refuge. Il était sincère lorsqu'il avait proposé de participer au financement du coup d'Etat. Cependant, il savait également que son apport lui serait remboursé dès que lui et ses hommes auraient fait main basse sur le Trésor public des Comores. Il planifierait soigneusement l'opération. Cette fois, il ne serait pas accueilli, à son arrivée, par des tanks et des soldats. Il s'emparerait du petit royaume et il y resterait, peut-être en tant que roi, ou du moins en qualité de commandant.

Les deux hommes établirent un contrat en bonne et due forme comprenant notamment un "devis" détaillé. Abdallah accepta de rétribuer Denard et ses "techniciens" en dollars des Etats-Unis. Ils seraient payés en trois versements dont le premier serait effectué avant l'opération, le deuxième après que le coup d'Etat aurait réussi et le dernier au moment où les techniciens quitteraient les Comores. Abdallah avait hâte de commencer les préparatifs. Ses neuf enfants et nombre de ses amis et parents avaient été jetés en prison par Ali Soilih. Pour lui, il ne s'agissait pas d'un coup d'Etat mais d'une lutte de libération.

Denard entama les préparatifs, au cours de la même semaine. Il contacta deux mercenaires qui, en dépit des revers qu'il avait subis récemment, lui étaient restés fidèles - le Capitaine Philippe Gérard et le Major Guy Cardinal. Ces derniers l'avaient tous deux accompagné dans l'équipée désastreuse au Bénin. Denard calcula qu'il aurait besoin de 50 hommes. Il décida de faire paraître des annonces dans les journaux - le Figaro de Paris et 7 à 8 autres journaux de province. La publication d'annonces ne constitue pas le meilleur moyen de recruter des mercenaires. En effet, ce sont surtout des anciens détenus, des "bandits" professionnels et des chômeurs qui y répondent. Cependant, la nouvelle avait déjà été colportée dans les bars généralement fréquentés par des mercenaires - Le Paris, la Taverne d'Alsace, le Lord Byron situé à proximité des Champs Elysées, et Le Temps Perdu à St Germain - et les réactions avaient été peu nombreuses. Par conséquent, il fallait absolument faire paraître une annonce. Celle-ci, rédigée en termes simples, se lisait comme suit : compagnie étrangère recrute du personnel ayant un très bon entraînement militaire pour participer à la prospection et à l'exploitation de ressources pétrolières à l'étranger. Les risques étaient limités, le salaire était convenable, environ 4 000 dollars pour deux mois de travail. L'annonce parut, à deux reprises, dans des quotidiens, pendant une semaine, au cours du mois de mai 1977.

Plus d'un millier d'hommes répondirent à l'annonce. Les interviews eurent lieu à Paris, à Lyon et à Marseille, et les candidats furent cotés suivant la classification ci-après : résultats excellents, satisfaisants, et insuffisants. Denard refusait d'accepter les candidats dont les opinions politiques étaient à gauche. Leurs antécédents militaires devaient être excellents, et, si possible, récents. La meilleure de ses recrues était un homme bien entraîné de 30 ans qui avait combattu en tant que parachutiste. Denard ne faisait pas la moindre concession et se conformait strictement à sa maxime favorite : une armée est comme une horloge : si le plus petit rouage casse, tout le mécanisme se détraque.

A la fin de l'automne, Denard avait sélectionné 45 "techniciens". Son principal groupe d'assaut comprenait 39 Français, 1 Allemand et 5 Belges. Ils avaient participé à des combats, notamment au Congo, au Liban, en Somalie, au Biafra, en Algérie, en Angola, à Cabinda, au Bénin, au Viet Nam, au Soudan, en Rhodésie et au Tchad. Denard pensait qu'avec le concours d'hommes de leur trempe, il aurait pu s'emparer de Carcassonne.

Il avait prévu initialement de se rendre aux Comores en avion. Toutefois, les avions étaient chers et il était difficile d'en acheter. En outre, les pays qui auraient autorisé 50 mercenaires à s'embarquer sur leur territoire pour une destination inconnue étaient rares, et, par-dessus tout, il n'avait pas oublié l'expérience du Bénin. Il décida donc de faire le voyage en bateau.

Il se souvenait de la plage de Lagengete aux Comores. Elle se trouvait à un kilomètre et demi environ au nord de Moroni, presque au pied de la route qui menait au palais présidentiel. Elle était inhabitée, et la baie était large et profonde. C'était le lieu de débarquement idéal. Il décida de ne pas affréter un bateau, puisqu'il aurait fallu faire confiance à un capitaine et à un équipage inconnus et recourir à leur assistance. Il préférait acheter un bateau qui puisse tenir la mer et qui ait été habituellement utilisé pour des voyages au long cours. Cet automne-là, il rendit visite à son vieil ami, le capitaine Pierre Guillaumat.

Guillaumat, un ancien légionnaire de l'OAS, avait été surnommé "Le Crabe-Tambour". Un film contant ses exploits avait remporté quelque succès à Paris en 1977. Cependant, tout cela était de l'histoire ancienne. Guillaumat dirigeait à présent une grande entreprise commerciale maritime à Paris, qui s'occupait notamment de forage de puits de pétrole en mer. Les deux hommes eurent un entretien, et Guillaumat certifia à Denard qu'il lui trouverait le bateau qu'il lui fallait, en temps voulu.

En septembre, Guillaumat emmena Denard à Brest, sur la côte bretonne, pour lui faire voir un bateau susceptible de lui convenir - un chalutier de couleur bleue, vieux de trente ans qui était baptisé l'"Athénée". Le chalutier avait été utilisé pour la pêche en haute mer et avait navigué jusqu'aux îles de la Désolation connues aussi sous le nom d'îles Kerguelen, dans le sud de l'océan Indien. Les papiers de bord étaient en ordre. Le bateau était immatriculé en Bretagne et était vendu au prix de 70 000 dollars. Il faudrait l'aménager pour qu'il puisse accueillir les 46 mercenaires mais Denard était satisfait. Guillaumat prit les dispositions nécessaires pour acheter le chalutier par l'intermédiaire de sa société et s'arrangea pour lui assigner une mission légitime : il obtint un contrat avec une société argentine de spéculateurs en pétrole, aux termes duquel l'"Athénée" serait affecté à la prospection pétrolière au large des côtes de l'Argentine.

Entre-temps, Denard et deux de ses officiers les plus expérimentés s'occupaient d'acquérir le reste du matériel. Ils achetèrent douze fusées éclairantes, quatre jumelles à visibilité nocturne, et quatre walkie-talkies puissants. A Paris, Denard fit l'acquisition de trois canots gonflables en caoutchouc pour le débarquement - un Zodiac commando de couleur noire et deux Silliners verts équipés de moteurs Johnson de 50 CV et de silencieux. Ces petites embarcations serviraient à transporter les mercenaires de l'"Athénée" jusqu'au rivage.

Guy Cardinal acheta, dans un magasin chic d'équipement sportif de la rive droite, les armes dont la force d'assaut aurait besoin. Denard avait décidé de ne pas utiliser des armes complexes. Son plan de combat était fondé sur deux principes simples qu'il avait appris durant son expérience au Congo, dix ans auparavant : d'une part, les soldats africains avaient peur de se battre dans l'obscurité et d'autre part, il fallait les attaquer par surprise. C'est pourquoi l'assaut serait donné pendant la nuit, et les armes devaient être précises et bruyantes. A cette fin, Cardinal fit l'acquisition de 50 fusils de chasse - 25 carabines à canon scié Remington Brushmaster de 12 calibres et 25 carabines automatiques à gaz Baretta de 12 calibres. Il acheta également quatre carabines Winchester 458 s, généralement utilisées pour la chasse à l'éléphant. Puisque les fusils devaient être exportés, ils furent placés en entrepôt jusqu'à leur sortie du pays.

Le matin du vendredi 25 mars, après avoir passé sans difficultés les contrôles de l'immigration et de la douane, l'Athénée quitta son poste de mouillage à Brest et franchit le goulet de Brest. Une heure plus tard, il mit le cap sur l'Atlantique Sud. Ce n'est alors que Denard envoya à Paris un message en code à Ahmed Abdallah lui disant qu'ils avaient quitté le port et qu'ils se dirigeaient vers leur destination. A bord de l'Athénée, il y avait avec Denard 20 mercenaires habillés en civil. L'un d'eux, René, faisait fonction de cuisinier. A la dernière minute, René décida d'emmener son berger alsacien, Raki. Malgré le mauvais temps, le chien rôdait à la proue du bateau et aboyait après les mouettes en quête de nourriture.

L'Athénée faisait route vers le sud, à destination de Las Palmas, aux Canaries. Là, il devait embarquer des provisions supplémentaires et les 26 mercenaires restants qui se faisaient passer pour des marins et qui voyageaient sous leurs noms véritables. L'Athénée dut affronter de violentes tempêtes pendant ses deux jours de traversée dans le nord de l'Atlantique, et il lui fallut presque une semaine pour atteindre Las Palmas, où il arriva la nuit du 31 mars.

L'Athénée resta 15 jours à Las Palmas pour réparer les dégâts causés à la timonerie et à la coque et embarquer des provisions suffisantes pour un voyage de trois mois; il ne fallait pas aussi longtemps pour atteindre les Comores mais Denard voulait avoir des provisions supplémentaires au cas où son expédition échouerait et qu'il serait forcé de fuir vers un port lointain. Une machine à laver fut installée, ainsi que des vivres, des fournitures médicales, des rations supplémentaires de cigarettes; et 20 caisses de vin furent amenées à bord. Dans les provisions, il y avait 24 bouteilles de Dom Pérignon pour célébrer ce que les mercenaires espéraient être un coup d'Etat éclatant. Du fait que Las Palmas était un port international où le trafic maritime était intense et les changements d'équipages chose courante, les 26 autres mercenaires n'eurent aucune difficulté à embarquer en passant inaperçus. Le 15 avril, 3 heures après l'arrivée du dernier mercenaire, l'Athénée mit le cap sur l'Argentine.

Il n'y avait rien ou très peu à faire en mer. Quelques mercenaires essayèrent de pêcher mais sans succès. Ils montèrent une grande tente à l'arrière du chalutier pour se protéger du soleil d'Afrique et ne pas éveiller l'intérêt des avions et bateaux qu'ils pouvaient rencontrer. Là, ils s'exerçaient, sautaient à la corde, et faisaient de la boxe pour se maintenir en forme. La deuxième nuit en mer, Denard rassembla les hommes sur le pont et, pour la première fois, les mit au courant de leur mission. Avec des cartes et des photographies détaillées de la Grande Comore, il expliqua soigneusement la tâche et l'objectif de chacun.

Dix jours après avoir quitté Las Palmas, à environ 25° de latitude sud, l'Athénée changea de cap. Au lieu de se diriger vers l'Argentine à l'ouest, il vira vers le sud-est en direction du Cap de Bonne Espérance. Le mauvais temps sévissait dans la région du Cap, et la plupart des mercenaires souffrirent du mal de mer.

Dans le sud du Canal de Mozambique, les canots pneumatiques de débarquement furent amenés sur le pont et gonflés. Les armes furent distribuées aux hommes mais elles ne furent pas essayées de peur d'attirer l'attention. Ils allaient arriver à destination dans deux jours. Le voyage avait duré 28 jours et les hommes étaient impatients de débarquer.

Le samedi 13 mai, peu avant 2 heures du matin, l'Athénée coupa les moteurs à environ 2 km et demi au large de Moroni. Personne n'avait pu fermer l'oeil cette nuit. La veille, à 9 heures du soir, ils avaient fait un repas léger. Deux jours plus tôt, Denard avait interdit à ses hommes de boire. Il étudia à nouveau minutieusement les cartes et les photographies avec ses chefs de groupe. Il leur expliqua que si quelque chose tournait mal, ils devaient revenir à bord avant le lever du soleil pour pouvoir gagner le large sans être vus. Il était entendu que les morts et les blessés graves seraient abandonnés. Rangeant les cartes, Denard leur dit que s'ils accomplissaient leur tâche scrupuleusement, conformément aux instructions, ils occuperaient les Comores avant l'aube. Il leur souhaita bonne chance, sourit, commença une phrase, s'arrêta et quitta la pièce en boitant. Les mercenaires restèrent assis aux tables, fumant en silence. Après minuit, ils se rassemblèrent sur le côté bâbord du pont et virent la forme noire de l'île se préciser de plus en plus. Les sabords de l'Athénée étaient aveuglés et les seules lumières visibles étaient celles des trois petites balises au bout du quai dans le port de Moroni. Denard regarda la côte et pensa au Bénin.

C'était une nuit sombre, une nuit sans lune. Le temps était beau et on pouvait prévoir une journée ensoleillée et sèche. Le matériel d'assaut avait été entassé sur le pont avant le coucher du soleil. Les 46 hommes, en tenue de combat noire et coiffés de bérets de laine bleue bien enfoncés sur leurs têtes, attendaient avec impatience. Chacun d'eux portait un sac en toile rempli de fournitures médicales et de munitions, cent cartouches chacun. Les mercenaires étaient divisés en trois groupes, chaque chef de groupe avait des fusées éclairantes et un walkie-talkie. Les fusées éclairantes ne devaient pas être utilisées à moins que les walkies-talkies ne tombent en panne : une fusée signifierait la réussite, deux fusées une résistance limitée et trois fusées une retraite immédiate.

Depuis plus d'une heure maintenant personne n'avait dit mot. A 2 heures du matin, les trois canots d'assaut furent mis à flot et les mercenaires y descendirent, 15 hommes par canot. Les canots firent demi tour et se dirigèrent vers la côte en file indienne, de sorte qu'en cas d'attaque de la plage, seul le premier canot soit atteint. Presque immédiatement, les canots partirent dans des directions différentes et il fallut les remettre dans le bon sens. Dix minutes plus tard, Denard pouvait entendre, au-delà du ronronnement assourdi des moteurs, le bruit du ressac sur la plage de Lagengete et distinguer plus loin la forme massive du volcan Karthala qui se profilait dans le ciel. Il était presque arrivé.

Dans le Zodiac avec Denard se trouvaient quatre membres de son commando, les seuls mercenaires à avoir le visage noirci. Approchant de la plage, ils sautèrent dans l'eau, parvinrent à pied au rivage, puis se déployant en éventail, ils coururent en zigzag sur la plage à la recherche d'adversaires éventuels. Il n'y avait personne dans le vieux bar du Lagengete qui avait été fermé et condamné depuis plusieurs années, personne non plus dans la petite mosquée blanche de l'autre côté de la route menant à la plage. Le chef de groupe revint sur la plage et fit signe aux canots qu'ils pouvaient venir. Les mercenaires étaient en position sur la plage à 2 h 30 du matin.

Tout était très calme. L'un des mercenaires traversa en courant la route et coupa la ligne téléphonique qui aboutissait au palais. Les hommes se regroupèrent alors dans leurs équipes respectives. Onze d'entre eux, sous la direction de Denard, devaient attaquer le palais. Le deuxième groupe de 22 hommes partit, le long de la route de la plage, vers le nord, vers Camp Voidjou, principale caserne 3 miles plus loin. Cinq mercenaires prirent position au carrefour du palais et des routes menant à la plage pour intercepter les voitures ou les piétons qui passeraient. Trois mercenaires devaient garder les canots de débarquement tandis que deux autres restaient à bord de l'Athénée.

Le palais était situé à un mile au flanc d'une colline abrupte. Denard prit la tête, les autres le suivirent à la file indienne. La montée lui était pénible à cause de sa claudication et il se rendait compte qu'il retardait ses hommes. A mi-chemin sur la colline, ils rencontrèrent un domestique ivre et ils lui ordonnèrent de rentrer chez lui. Pleurnichant, l'homme tituba en direction des broussailles sur le côté de la route.

La gendarmerie était située juste en contrebas du palais dans un virage de la route. Deux factionnaires, dont l'un dormait, étaient postés à l'extérieur. Au moment où les mercenaires approchaient de la porte principale, une volée de coups de feu partirent de la guérite sans atteindre personne. Quatre des mercenaires virent leurs armes en direction des deux gardes et les manquèrent. La sentinelle qui dormait se réveille alors et vise le capitaine Gérard avec son fusil Kolesnikov, mais le mécanisme s'enraye et le mercenaire l'abat. L'autre sentinelle fait demi tour et s'enfuit, mais elle est abattue avant d'atteindre la porte de la gendarmerie.

Les cinq mercenaires qui attendaient plus bas au croisement s'élançent alors en courant vers le sommet de la colline. Ils gardent la gendarmerie pendant que Denard et son équipe continuent à monter vers le palais. Arrivant au deuxième virage, ils entendent une voiture qui descend lentement la colline. Bientôt apparaît une vieille Citroën roulant tous feux éteints. Denard ordonne au conducteur de s'arrêter, mais la voiture poursuit sa route dans leur direction. Denard ouvre le feu, faisant voler le pare-brise en éclats : la Citroën quitte la route et s'écrase contre un arbre. Le conducteur et unique occupant du véhicule avait été tué. Ce n'est que le lendemain que Denard apprendra qu'il s'agissait du principal responsable des tortures sous le régime d'Ali Soilih. Ils continuent de gravir la colline.

Le palais était situé dans le dernier virage de la route. Il n'y avait aucun garde et les étages supérieurs étaient éclairés. Les 12 mercenaires s'égayèrent pour franchir l'espace découvert et firent irruption par la porte principale. Denard fut le premier à entrer dans le salon principal de réception situé au deuxième étage du palais. C'est là que se trouvait Ali Soilih, assis sur un des sofas. Complètement vêtu, il était entouré de deux jeunes filles treublantes et demi-nues. Dans son sommeil, le chef d'Etat avait entendu des coups de feu, s'était réveillé, habillé et avait attendu. Résister n'aurait pas servi à grand chose : ses deux principaux bataillons étaient loin, sur l'île d'Anjouan, et suivant l'avis d'un de ses généraux, il avait réduit la garde du palais la semaine précédente. Craignant une ruse, Denard inspecta la pièce d'un coup d'oeil circulaire, son arme à la main mais il n'y avait personne à l'exception d'Ali et des deux jeunes filles. Denard dirigea alors son arme vers Ali, lui demandant : "Vous vous souvenez de moi?", "Oui, répondit le Président, vous êtes le seul homme capable de me jouer un tour pareil".

Peu après 3 h du matin, on entendit le vacarme répété d'armes à tir rapide venant de la direction de Camp Voidjou. Vingt-deux mercenaires avaient attaqué la caserne, ne rencontrant qu'une résistance limitée. Les gardes avaient été surpris et effrayés. Six d'entre eux avaient été tués lors du premier assaut. Les coups de feu sporadiques venant de l'intérieur de la caserne cessèrent lorsque le major Guy Cardinal eut menacé d'attaquer les soldats au lance-flammes s'ils ne sortaient pas du bâtiment. Le major ne disposait pas d'un lance-flammes, mais quelques moments plus tard une quarantaine de soldats comoriens se rendaient. Les mercenaires n'avaient pas perdu un seul homme. Peu après 4 h, le capitaine Gérard envoyait une fusée unique pour avertir ses camarades à bord de l'Athénée qu'il avait accompli sa mission.

Les mercenaires contrôlaient maintenant le palais, la gendarmerie et Camp Voidjou. Ils s'étaient emparé des bureaux des télécommunications sur la place principale de la ville, de l'aéroport et de la station de radio au sud de Moroni. Au lever du soleil, une foule d'environ 200 personnes gravissait péniblement la colline pour lancer des quolibets à Ali Soilih, emprisonné dans son palais. Les mercenaires se regroupèrent sur la place, laissant cinq hommes pour garder le palais et 10 à Camp Voidjou. Aux premiers rayons du soleil, de vastes foules de Comoriens envahirent les rues de la petite capitale de l'île en agitant des mouchoirs et en affectant de pousser des cris de joie. Leurs cris ressemblaient à des bêlements de chèvres.

Ce matin même, à 9 h 30, Denard téléphonait à Paris à Ahmed Abdallah pour lui dire qu'il pouvait maintenant rentrer chez lui. A Paris, Abdallah s'empressait d'annoncer à la presse que les organisateurs du coup d'Etat lui avaient demandé de regagner son pays et d'aider à constituer un gouvernement amical envers la France. Denard oublia de dire au Président réinvesti que les mercenaires avaient déjà forcé l'accès du Trésor national où ils n'avaient trouvé que 16 000 dollars, et ne fit pas mention non plus du fait qu'ils étaient en train d'interroger Ali Soilih pour savoir où se trouvaient les réserves.

Environ 1 h plus tard le cuisinier René, débarquait avec son chien Raki, un groenendal. La nouvelle de l'arrivée du chien se répandit rapidement. Tandis que René se promenait avec son chien le long de la plage de Laçengete, une foule délirante massée le long de la route du littoral applaudissait à cette vérification évidente de la prédiction de leur sorcier. Inconscient de son importance, Raki courait dans l'écume, cherchant à attraper les mouettes.

A 11 heures, Robert Denard prononça une allocution au micro de la radio nationale. Se présentant sous le nom de colonel Saïd Moustapha Mouhadjou, il déclara à ses auditeurs qu'ils pouvaient l'appeler colonel Papa pour faire plus court (Mouhadjou est un nom comorien typique, qui désigne le plus grand arbre de l'île : il traduit le désir de vivre très vieux). Le colonel Mouhadjou fit savoir à la population que Ali Soilih était en prison et qu'un nouveau directoire politico-militaire avait été mis en place.

Le colonel Mouhadjou reconnut qu'il n'était pas Comorien de naissance, mais déclara qu'il se sentait Comorien de coeur. C'est pourquoi il avait adopté la foi islamique et entendait demeurer aux Comores jusqu'à la fin de ses jours. "Je suis vieux maintenant, déclara-t-il, j'aurai 50 ans cette année. Je suis fatigué et je souhaite changer de vie. Je vais m'établir ici, prendre une Comorienne pour femme, une fille aussi jeune et belle que possible, comme toutes les Comoriennes". Son épouse d'origine congolaise continuerait à habiter Bordeaux. Le colonel invita alors les jeunes filles qui n'avaient pas encore contracté d'autres liens à venir se soumettre à son examen. Pour conclure il déclara que la situation de la nouvelle République serait redevenue normale dans quelques jours et demanda à ses sujets de rester calmes. Quand Denard eût fini, le présentateur passa l'enregistrement vieux de quatre ans de l'hymne national comorien. Contrairement à l'habitude, l'aiguille ne resta pas bloquée entre le deuxième et le troisième vers.

IV

Il n'est pas facile d'être roi, en particulier lorsque le royaume a sombré dans la dévastation et la faillite. Mais Robert Denard était tenace. Il ferait son devoir.

Durant les premières semaines de son règne, Denard et ses techniciens entreprirent donc de remettre les choses en état. Ses hommes occupaient des postes variés : chef de la sécurité, contrôleur de l'immigration, chef de la surveillance des télécommunications, directeur des prisons. Denard lui-même était chef de la police et commandant des forces armées. Ils nettoyèrent les rues. Ils recouvrirent à la chaux les sinistres emblèmes révolutionnaires que le régime d'Ali avait peints sur les mosquées et les murs de la ville. Ils enlevèrent l'étoile rouge des deux vieux DC-4 d'Air Comores. Ils mirent à travailler dans les rues comme de simples manoeuvres une centaine de membres du commando Moisé, le fils d'Ali et ses ministres et tortionnaires. Ils libérèrent 300 prisonniers politiques, bien que 50 autres aient été emprisonnés au cours des premiers mois. Denard imposa un couvre-feu de toute la nuit et interdit toute circulation entre les îles. Bientôt l'ordre et la discipline régnerent à nouveau. Denard éprouva un sentiment de satisfaction extraordinaire.

Deux semaines après le coup d'Etat, Ahmed Abdallah revint aux Comores. Il était très content de retrouver son pays, mais, avant qu'une heure se fût écoulée, ses libérateurs commencèrent à lui inspirer de graves inquiétudes. Denard exultait, disant à son compère conspirateur : "Enfin j'ai gagné!" Abdallah remarqua que ses sujets appelaient Denard "le président numéro un", et que son gouvernement démocratique était décrit comme un "directoire politico-militaire"; entre l'aéroport et sa résidence d'été, Abdallah pouvait distinguer, dans la foule enthousiaste alignée au long de la route, de nombreux T-shirts décorés du nom de Robert Denard...

Ce même mois, au cours d'une cérémonie très simple à la petite mosquée du bord de la mer, Denard adopta officiellement la foi musulmane. Il choisit aussi une épouse, cette même Mazna qui avait vécu avec Ali Soilih. La jolie fille de 20 ans accepta immédiatement sa demande en mariage. Elle préférait de beaucoup le mariage avec Denard au concubinage avec Ali Soilih. Mazna était la première des trois épouses dont Denard se dota au cours du mois, et l'heureux quatuor emménagea dans une vaste demeure située derrière l'hôtel Karthala.

Malgré des interrogatoires quotidiens, Ali Soilih refusait de parler. Il ne consentait à parler d'aucun sujet. Denard lui rendit visite plusieurs fois dans son palais prison, mais, en réponse aux questions, en particulier à celles concernant l'endroit où il avait caché son trésor, Ali Soilih haussait les épaules et se tournait vers le mur.

Le 28, mai, à 3 heures du matin, Joseph, le jeune barman de l'hôtel Itsandra, alors qu'il servait un Ricard à un ministre sans importance, entendit claquer deux coups de revolver quelque part en haut des collines. Une demi-heure plus tard, l'un des mercenaires entra dans le bar. "Nous avons tué le tueur", dit-il. On annonça le lendemain qu'Ali Soilih "avait été abattu alors qu'il tentait de s'échapper". Une période de célébration de 40 jours fut proclamée à la Grande Comore.

Le corps d'Ali Soilih fut jeté à l'arrière d'une Land Rover. Il était recouvert d'un drap qui ne laissait voir que ses pieds ballant au-dehors par-dessus le dossier, et il fut promené à travers la foule dans les rues de la capitale. Les citadins dansaient derrière la Land Rover en frappant des tambours de fortune avec des rires éraillés.

Plus tard dans l'après-midi, Denard et six mercenaires armés jusqu'aux dents gravirent en voiture le chemin raboteux et escarpé conduisant au village de Chaoueni, où vivait la mère d'Ali Soilih. Les mercenaires étaient en uniforme, vêtus non pas de la tenue noire de campagne mais de l'uniforme bleu de l'armée comorienne. Posant à terre le brancard portant le corps d'Ali Soilih, Denard dit à la mère du dictateur, âgée de 81 ans : "Voici Ali Soilih". La vieille femme et ses parents et amis se pressèrent autour du brancard avec des lamentations. Les balles avaient fait deux trous bien nets dans la poitrine de son fils.

Le lendemain, à la radio, le grand mufti informa les fidèles qu'il avait refusé à Ali Soilih les funérailles musulmanes traditionnelles, ce qui lui interdirait l'entrée au paradis. Mais dans la petite cour devant sa maison, la mère du dictateur n'en enterra pas moins son fils avec tout le rituel musulman. Une petite dalle carrée et blanchie à la chaux marque seule sa dernière demeure. Quelqu'un, comme à la réflexion, traça le nom d'Ali Soilih dans le ciment frais. Avec une faute d'orthographe.

Denard chassa la mort d'Ali de son esprit; il avait d'autres soucis, et de plus pressants. Il se heurtait partout à la révolte, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du royaume. Sur place, Ahmed Abdallah s'irritait de plus en plus d'être considéré comme un subalterne de Denard. Au dehors, en juillet, à une conférence au sommet de l'Organisation de l'unité africaine à Khartoum, les délégués comoriens avaient été expulsés et des dirigeants africains très en vue, indignés qu'une nation africaine se trouve sous la coupe d'un mercenaire blanc, menaçaient de boycotter l'Assemblée générale des Nations Unies si la délégation comorienne y prenait la parole. Fidèle à son personnage, Idi Amin menaçait d'envahir les Comores. "Je ne sais pas pourquoi les Africains se mettent dans tous leurs états", dit Denard. "Au moins, ils savent où je suis. S'ils m'obligent à partir, je disparaîtrai, et qui sait où je réapparaîtrai ensuite?" Mais il n'était pas trop inquiet. "Si le peuple comorien veut que je reste", dit-il, "il faudra 10 000 Cubains pour me chasser".

Vers la fin de l'été, des ennuis supplémentaires lui vinrent d'une source inattendue : ses 45 techniciens. Un seul d'entre eux, Henri Thérout, étudiant dentiste recalé, avait suivi l'exemple de son chef et embrassé la foi musulmane. Le petit mercenaire blond à la moustache en guidon de bicyclette avait pris le nom d'Abdul Raffir (serviteur de Dieu) et une épouse comorienne.

Mais le reste des hommes de Denard n'avaient pas été aussi facilement amadoués. Ils avaient été attirés aux Comores par la promesse d'action, d'argent et de belles filles au charme exotique. Or, il n'y avait guère eu d'action: dès le mois d'août, l'argent tirait à sa fin, et ils avaient connu de plus jolies filles dans les ruelles de Montmartre. Au début, c'était mieux d'être aux Comores que d'être chômeur ou de faire le taxi à Montparnasse, mais maintenant le mécontentement gagnait et les hommes commençaient à s'ennuyer. Durant l'été, ils avaient passé le temps assis à boire de la piquette à la Rose Noire, en parlant gravement de rentrer chez eux.

A la fin de l'été, il ne restait plus que la moitié de la force d'assaut initiale. Les partants étaient remplacés par de nouvelles recrues et recevaient à leur départ des passeports diplomatiques comoriens. Aucun visa n'était apposé sur leurs passeports français, si bien que nul ne saurait jamais qu'ils étaient allés aux Comores. Denard était mécontent et accusait les tire-au-flanc de manquer de discipline. Mais il n'avait pas le temps de s'aptesantir. Il était très occupé. Il avait un royaume à gouverner.

Durant la fin de l'été, on le vit partout dans l'île. Il portait un nouvel uniforme bleu de l'armée comorienne et circulait à travers Moroni dans une Citroën CX 2000 noire neuve. La Citroën, comme la femme de Denard, avait appartenu à Ali Soilih.

Il y avait maintenant quatre mois que Denard gouvernait les Comores, et l'île restait à peu près ce qu'elle avait toujours été. Rien ou presque ne se faisait. Les moindres problèmes semblaient exiger une décision du conseil des ministres. L'analphabétisme et le chômage étaient presque universels. Personne ne voulait travailler pour le gouvernement, car chacun savait qu'il était sans ressources. Rien ne marchait comme cela aurait dû. C'était le genre d'endroit où il pleut toujours pendant la saison sèche.

A la mi-septembre, Ahmed Abdallah et son coprésident Mohammed Ahmed furent convoqués à Paris pour des entretiens avec Giscard d'Estaing. Ali Soilih avait déjà causé assez de préoccupation aux Français, mais maintenant, biqué par les accusations de "diplomatie de la canonnière" et de néo-colonialisme formulées par des pays africains amis, Paris avait décidé de négocier. Quoi qu'il doive en coûter, les autorités gouvernementales estimaient que les Comores devaient rester dans le giron de la France. Et, s'il le fallait, Denard lui-même devrait partir.

V

J'étais aux Comores depuis plusieurs jours lorsque les deux présidents revinrent de Paris. Personne, ni les hommes d'affaires locaux, ni les menus ministres, ni les mercenaires eux-mêmes, ne savaient ce qui se passait. Ils savaient seulement qu'à Paris avait été prise une décision qui les affecterait tous. Les présidents furent accueillis à l'aéroport par Denard et ses hommes, avec le cérémonial militaire habituel.

Le matin suivant, je rendis visite au président Ahmed Abdallah à sa résidence d'été. Le président portait un calot blanc, un costume bleu et une cravate rouge et gris à rayures. Il m'offrit du Fanta orange et du Coca-Cola. Deux gardes en armes se tenaient à l'extérieur de la pièce. Le président m'expliqua posément que Denard et ses techniciens devraient quitter les Comores. Il avait pris sa décision. Il manifestait l'assurance d'un homme à qui la France avait fait des promesses fermes. "Le colonel Denard ne détient aucun titre ni aucun poste officiel dans ce gouvernement," dit-il. "Aucun. Il n'en a jamais eu. Nous lui sommes reconnaissants. Et il sera toujours le bienvenu s'il revient... en touriste." Le président sourit et alluma une cigarette. "Voulez-vous encore un peu de Fanta?" dit-il.

Le président m'expliqua ensuite que huit jours plus tard un référendum national serait organisé pour ratifier la nouvelle Constitution comorienne. Cette Constitution avait été publiée la veille. Je lui fis remarquer que 15 p. 100 seulement de la population savait lire. Le président me répondit qu'il en avait tenu compte. Il avait ordonné que des fragments de la Constitution soient lus chaque jour à la radio nationale. Le président me dit qu'il ne savait pas combien de ses concitoyens avaient une radio.

Dans l'après-midi, le capitaine Gérard me demanda de venir à la gendarmerie nationale. Le colonel, me dit-il, avait quelque chose d'important à dire. A la gendarmerie, Denard était assis derrière son bureau, l'ombre d'un sourire sur le visage, son regard bleu ferme et froid. Il était en uniforme - le bracelet de poil d'éléphant autour du poignet, le pistolet suspendu au côté, l'insigne des parachutistes et les cinq rangées de rubans de ses décorations militaires sur la poitrine.

"Quand je suis arrivé ici, étant ce que je suis," dit-il, "je venais pour faire quelque chose de bien défini. C'était un serment que je m'étais fait. Je suis fier de ce que je fais. Moi et mes hommes sommes des hommes libres qui choisissons de quel côté nous nous battons. Je n'ai pas honte. Agir contre sa nature n'est jamais une solution. Je suis flatté par l'obsession des Africains à mon égard. Ils m'appellent le loup de l'océan Indien, et les pays progressistes doivent être contents que je sois ici et non ailleurs. Ce que j'ai fait, je l'ai fait en conscience. Je n'ai jamais trahi mon pays.

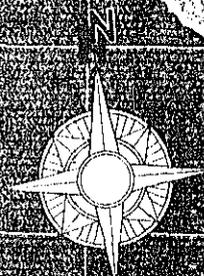
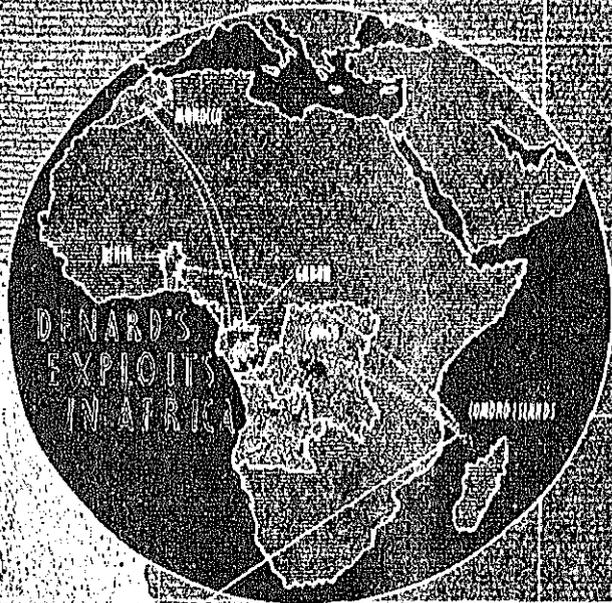
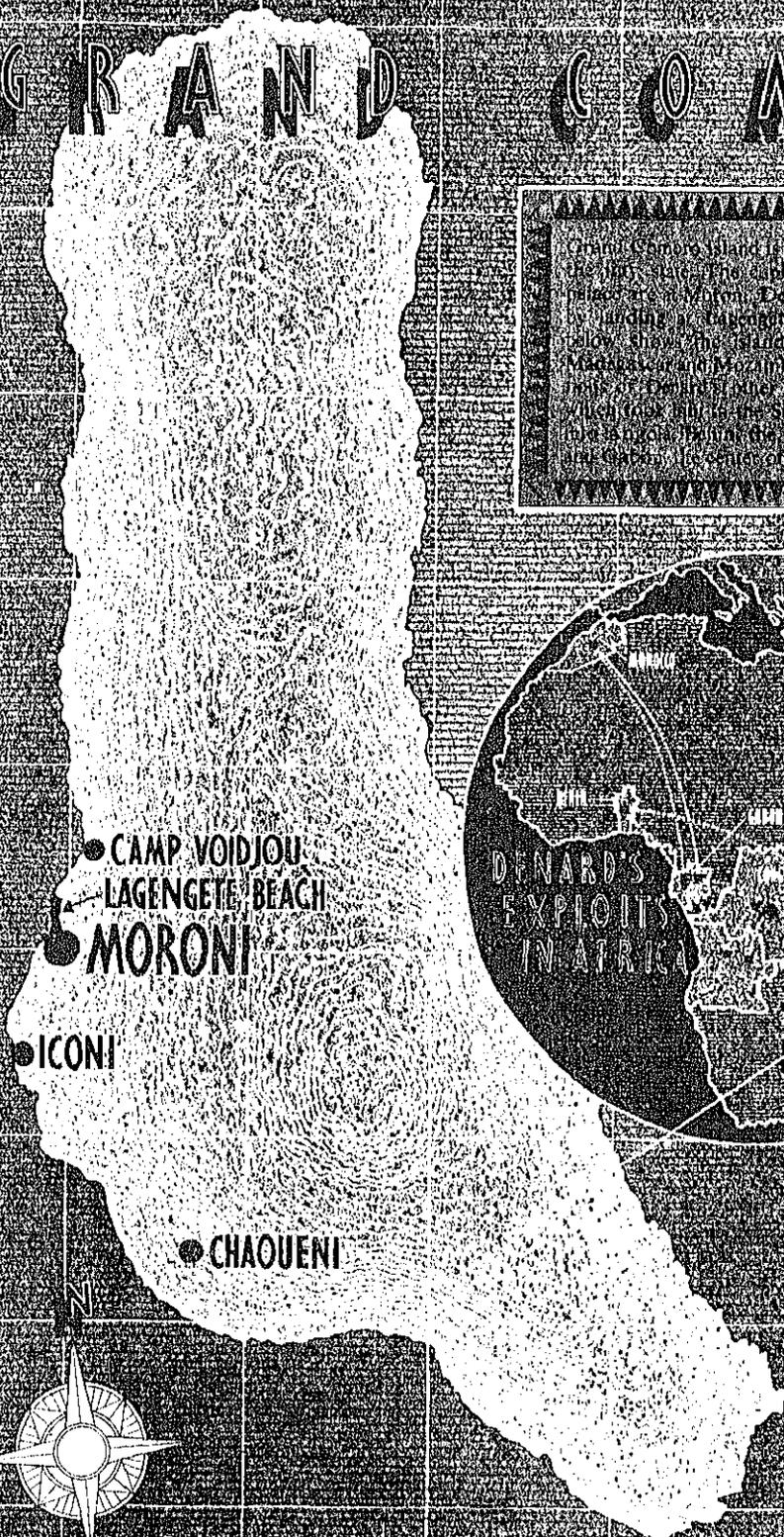
"Lorsque je partirai pour Bordeaux, je ne quitterai que les pierres. Je ne suis pas venu pour piller. Au contraire, j'ai payé pour venir. J'ai accepté, non pas le salaire d'un mercenaire, mais celui d'un travailleur. J'avais un attachement sentimental pour les Comores et pour mes amis d'ici, dont la plupart étaient en prison. Je voulais les délivrer, délivrer le pays, et je l'ai fait. Je leur ai rendu la paix et la dignité.

"Oui, je laisserai mes femmes ici," dit-il, "parce qu'autrement mon coeur aussi partirait d'ici. Dieu sait, je voulais rester, mais la qualité d'un bon chef est de se sacrifier pour ce qu'il aime. Je voulais vraiment rester. Je me sens chez moi ici." Denard haussa les épaules et regarda au loin. "Bah," dit-il, "il n'est pas défendu de rêver."

Trois jours plus tard, une cérémonie publique eu lieu au petit aéroport de la Grande Comore. Toute une foule de Comoriens s'entassait sur la terrasse de l'aéroport. Le président Ahmed Abdallah, son coprésident et tous les ministres de son Cabinet étaient présents. Les unités d'élite de l'armée comorienne se tenaient à la parade. Les mercenaires étaient en civil. Sans son uniforme, Denard avait l'air ordinaire, vulnérable. Son visage était fermé, vide d'expression. Trois petites filles lui présentèrent des bouquets de fleurs et mirent des guirlandes au cou de ses hommes. Les trois épouses de Denard se tenaient à distance, portant un mouchoir à leurs yeux. Denard ne les regarda pas. Aux applaudissements de la foule, le président Abdallah conféra au colonel Denard le titre de héros national. La musique militaire joua l'hymne national comorien. Et parce que c'était la saison sèche, il commença à pleuvoir.

GRAND COMORO

GRAND COMORO
The island of Grand Comoro is the largest of the Comoro Islands. It is situated in the Indian Ocean, east of the African continent. The island is known for its rich history and culture. It is a beautiful island with many beautiful beaches and a warm climate. The island is a great place to visit for anyone who loves the beach and a warm climate. The island is a beautiful island with many beautiful beaches and a warm climate. The island is a great place to visit for anyone who loves the beach and a warm climate.



0 1 2 3 4 5 6 7 8 9
KILOMETERS